

## UKRAINE : L'expédition coloniale russe accélère la course à la guerre mondiale

*Pékin se range du côté de Moscou. Washington revitalise l'OTAN. Les capitales européennes sont en ordre dispersé. Seul le prolétariat international, dont celui de Russie, et avant tout celui en Ukraine peut résister à l'invasion russe en renversant son État et en se dotant de son propre armement politique pour abattre les deux États en conflit et combattre contre le système fondé sur l'exploitation et l'oppression.*

1. La menace du dictateur moscovite s'est traduite en faits. L'armée noire de la Russie a entrepris une expédition coloniale contre l'Ukraine, préalablement déjà amputée de parties des deux provinces orientales, Donetsk et Lougansk, transformées de facto en protectorats, et de la péninsule de Crimée, annexée purement et simplement. Sauf cas relativement isolés, l'armée ukrainienne n'a pas les moyens ni la volonté de faire face à l'armée d'occupation. L'exécutif de Kiev en est à appeler à l'armement général de la population pour pallier sa fragilité et les faiblesses de ses corps armés. La demande d'ouverture de négociations directes et sans conditions préalables du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, adressée à Vladimir Poutine après seulement deux jours de combats en dit long de l'inefficacité des forces armées de Kiev. La perspective d'une capitulation de l'État ukrainien est déjà très concrète. L'objectif principal immédiat de Moscou de créer un État fantoche qui repousserait à l'ouest les frontières occidentales de l'ancien Empire stalinien est à portée de main. L'annexion de facto de la Biélorussie dont l'exécutif a été sérieusement ébranlé par le mouvement démocratique et par les grèves ouvrières en 2020 et 2021 s'inscrit dans ce même plan. Par l'expédition ukrainienne Poutine vise aussi le contrôle total de la mer d'Azov, aire stratégique essentiel pour la Marine militaire de son pays, soulageant Sébastopol, lui donnant le contrôle et l'accès complet à la mer Noire et, par-là, à la Méditerranée, sans oublier la liaison mer Caspienne-mer Noire via le canal Don-Volga. On peut également relier à l'exécution de ce plan de long terme de Moscou les épisodes guerriers de Moldavie en 1991

(soutien aux séparatistes de Transnistrie), de Tchétchénie en 1994, de Géorgie en 2008 (reconnaissance de la souveraineté de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud par la Russie), de la Crimée (annexion en 2014), du Haut-Karabakh en 2020 (forces dites de « *maintien de la paix* »), du Kazakhstan, début 2022<sup>1</sup>. Le régime de Moscou s'arrêtera-t-il là ? Rien n'est moins sûr. En effet, il ne faut guère exclure que les projets colonialistes russes ne visent pas par la suite les États baltes. La Russie possède le territoire enclavé de Kaliningrad, région située entre la Pologne et la Lituanie mais isolée géographiquement du reste de la Russie. Ce territoire abrite sa principale base navale militaire de la Baltique. Moscou pourrait ainsi tenter d'ouvrir en faisant l'usage de la force un couloir terrestre vers ses zones frontalières les plus proches. Pour la dictature moscovite, il est crucial de montrer sa capacité d'influence dans la mer baltique, zone clé du commerce international et dans les profondeurs de laquelle passe du gazoduc Nord Stream 2. La mer baltique est également une épine dans le pied de la Russie surtout après la constitution, en 2015, de la *Joint Expeditionary Force* (JEF) à direction britannique. Font partie de la JEF le Danemark, les Pays-Bas, les pays baltes et la Norvège, auquel se sont joints, en 2017, la Suède, la Finlande et, en 2021, l'Islande. Le rôle pivot, au plan géostratégique, du Royaume-Uni dans cette région du monde est confirmé et amplifié par l'essor de la JEF. Complément essentiel du dispositif de l'OTAN dans cette région en raison de l'indéniable qua-

<sup>1</sup> Voir : « KAZAKHSTAN : Le mouvement démocratique se hisse sur les épaules du mouvement insurrectionnel du prolétariat » Bulletin n°21, in : <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT2201FRvF.pdf>

lité offensive des principales armées qui en font partie, cette alliance militaire s'est montrée la plus agressive vis-à-vis de Moscou dans la phase de préparation de l'invasion de l'Ukraine. À l'instar des États-Unis, aucun des pays de la JEF n'est lourdement dépendant de la Russie au plan commercial. Moscou a notamment déploré la remilitarisation par la Suède de l'île de Gotland, île stratégique sise en plein milieu de la mer baltique.

2. L'annexion de l'Ukraine orientale par Moscou a permis à Washington d'achever le tournant de sa politique étrangère lancé par le président Biden après l'administration isolationniste de Trump. La nouvelle doctrine géostratégique de Washington met au centre l'endigement de l'expansionnisme impérialiste chinois. Pékin ne fait pas mystère de sa volonté d'annexion de Taiwan après avoir complété celle de Hong Kong. L'impérialisme américain est en passe de consolider le front de ses alliés en cas de conflit majeur avec Pékin dans la mer de Chine. Le premier pas, essentiel, a été, mi-septembre 2021, la constitution de l'alliance militaire AUKUS (acronyme de *Australia, United Kingdom* et *United States*). Le pacte entre ces trois pays se prévaut du soutien du Japon et de la Corée du Sud et, mais c'est moins acquis pour l'heure, de l'Inde. Cette dernière participe, avec le Japon, l'Australie et les États-Unis, à la structure appelée *Dialogue quadrilatéral pour la sécurité*. Quant à l'OTAN, dont Emmanuel Macron avait hâtivement déclaré début novembre 2021 « la mort cérébrale », elle ressort renforcée sur sa frontière européenne orientale après l'expédition russe en Ukraine. L'OTAN a sensiblement musclé sa présence dans les pays baltes, en Pologne et en Roumanie.

3. L'Union européenne, quant à elle, a montré ses lignes de fracture qui l'empêchent d'agir comme une seule entité. Pressée par les États-Unis, l'Allemagne, dont les liens avec la Russie sont étroits (principal client du gaz naturel russe<sup>2</sup> ; deuxième exportateur vers la Russie

derrière la Chine), a dû congeler la mise en route du gazoduc Nord Stream 2 de Gazprom. Mais, comme tous les autres pays européens, Berlin n'a guère stoppé les importations de gaz naturel russe ni l'essentiel de ses exportations de marchandises vers ce pays. En retour, Poutine a rassuré les clients européens de Gazprom que les livraisons continueront sans anicroches... à la condition que les pays acquéreurs persistent à bloquer l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et évitent de lui envoyer des armements offensifs (avions de combat, missiles antiaériens, etc.). En puissant moyen de persuasion, Gazprom avait, dès novembre 2021, diminué considérablement les livraisons européennes d'un gros tiers. En février 2022, les exportations russes de gaz vers l'Union européenne ont été de moins de 2 milliards de mètres cubes, contre près de 3,2 milliards de mètres cubes, un an auparavant. Le choix d'attaquer l'Ukraine dans cette période de l'année n'est pas dû au hasard : en hiver les stocks sont les plus bas. Le pouvoir de conviction du robinet du gaz a limité les sanctions occidentales infligées aux intérêts russes. Leurs effets sont « minimes », tranche l'agence de presse *Reuters*. Pas d'exclusion des institutions bancaires et financières russes du Swift, le système sécurisé d'échange d'informations financières indispensable pour réaliser des transactions internationales. Moscou s'était soigneusement préparé à la guerre portant ses réserves de change à 640 milliards de dollars. La banque centrale russe a également créé, en 2014, son propre système international de paiement par carte bancaire. Les cartes bancaires du système MIR, c'est son nom, sont utilisables en Abkhazie, Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ossétie du Sud, Ouzbékistan et en Turquie. Cette initiative a été accompagnée par la création, toujours en 2014, du réseau de paiements *System for Transfer of Financial Messages* (SPSF). Réseau qui en 2021 comptait plus de 400 institutions financières adhérentes dont Deutsche Bank, Société générale et Unicredit. Ce système couvre environ le cinquième des transactions russes. Et si les banques russes étaient déconnectées de SWIFT, elles pourraient compter sur le système chinois de paiements transfrontaliers *Cross-Border Inter-Bank Payments System* (CIPS),

---

<sup>2</sup> L'Allemagne importe également de la Russie 50 % du charbon utilisé pour la production de 25% de son d'électricité.

fort d'usagers financiers issus de plus d'une centaine de pays et géré par la *People's Bank of China* (la banque centrale chinoise). Ainsi entravés par l'expulsion éventuelle de Swift, les transactions financières et les échanges commerciaux de la Russie pourraient se poursuivre via des systèmes sophistiqués de troc organisés par des parties tierces, des négociants de matières premières avant tout. Les deux principaux groupes mondiaux de négoce de ressources naturelles minérales et agricoles, les suisses Glencore et Trafigura, ont des relations bien consolidées avec les producteurs russes de matières premières ainsi qu'avec les oligarques les plus proches du régime moscovite, dont Oleg Deripaska. Ce dernier est le patron du leader mondial de l'aluminium Rusal qui s'était personnellement engagé en soutien à l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis.

Les pays européens ne prévoient pas non plus de réduire ou pénaliser leurs importations d'hydrocarbures russes. Ainsi, le sort de Nord Stream 2 est loin d'être compromis, jugent les experts. Ce gazoduc est contrôlé par Gazprom mais a été abondamment financé par des grands groupes européens de l'énergie : le français Engie, le néerlandais Shell, l'autrichien OMV, les allemands E.ON, Uniper, Wintershall et BASF. Pas question pour ces géants du secteur et leurs États respectifs de voir partir en fumée leurs investissements.

4. Le très intéressé « pacifisme » d'État des pays clients et exportateurs de la Russie ne s'est pas exprimé seulement en Allemagne. L'Italie de Mario Draghi compte aussi parmi les plus tendres critiques de Poutine en raison notamment de la forte dépendance de la Botte au gaz naturel russe. La majorité gouvernementale qui soutient l'ancien patron de la BCE est composée majoritairement par des partis amis du dictateur de Moscou : *Movimento 5 Stelle* ; *Lega per Salvini Premier* ; *Forza Italia* de Berlusconi, ami personnel du boucher russe ; LEU, le mini parti héritier du PCI, et l'aile « gauche » du Parti démocrate dont les fondateurs Romano Prodi et Massimo D'Alema. Certaines de ces formations sont soupçonnées d'avoir touché beaucoup de fric de la Russie. La Hongrie de Viktor Orbán a adopté des positions comparables à celles de l'Italie. La Pologne de Jarosław Kaczyński, au

début, alignée sur les précédents, a changé de position en demandant des sanctions exemplaires contre la Russie et s'est rapprochée des pays baltes. La France, quant à elle, a tenté une réédition de la politique gaullienne d'autonomie diplomatique de l'Hexagone vis-à-vis des deux blocs. Peine perdue : Poutine a baladé le Président français dans des coups de fil interminables en donnant l'illusion à la diplomatie française de jouer un rôle géostratégique de premier plan. Résultat : Paris a essuyé un troisième revers de taille en quelque mois, après l'exclusion d'AUKUS et le retrait annoncé du Mali. Après ces défaites, Emmanuel Macron voit fondre ses chances de créer une défense européenne bâtie autour de l'armée française.

5. Derrière les appels mous à la paix et des condamnations de l'invasion de l'Ukraine du bout des lèvres, l'internationale souverainiste partisane de la démocratie plébiscitaire<sup>3</sup> agit en cinquième colonne poutinienne en attribuant plus ou moins explicitement la responsabilité de la guerre à l'agressivité de l'OTAN. Les Conservateurs britanniques qui contestent Boris Johnson et les amis de Nigel Farage, les fascistes de *Fratelli d'Italia*, la *Lega* de Salvini, le *Movimento 5 Stelle*, le *Vlaams Belang*, le Rassemblement national de Marine Le Pen, Reconquête d'Éric Zemmour, le parti espagnol Vox, etc. ont tous choisi de faire profil bas pour ne pas heurter leur bailleur de fonds russe. Ces partis généralement classés d'extrême-droite partagent cette analyse avec les souverainistes démo-plébiscitaires de « gauche », à l'image de la France insoumise et du P« C »F en France, de *Rifondazione* et de *Potere al Popolo* en Italie, le PTB en Belgique, le KKE en Grèce et de *Die Linke* en Allemagne. Mais ces suppôts de Poutine oublient bien sûr d'exiger la dissolution de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), l'OTAN russe héritière du Pacte de Varsovie regroupant autour de la Russie l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, et le Tadjikistan, qui est interve-

---

<sup>3</sup> Voir Document de travail n°7 « *Crise du libéralisme politique* » in [http://mouvement-communiste.com/documents/MC/WorkDocuments/DT10\\_Crise%20Dem\\_FR\\_vF.pdf](http://mouvement-communiste.com/documents/MC/WorkDocuments/DT10_Crise%20Dem_FR_vF.pdf)

nue au Kazakhstan début 2022 pour noyer dans le sang la tentative insurrectionnelle prolétarienne. Nostalgiques à différents titres de l'« État ouvrier » russe, staliniens, maoïstes et trotskistes se retrouvent ainsi une nouvelle fois du côté du colonialisme moscovite.

6. La Chine, pour sa part, a resserré ses liens avec la Russie en avalisant de facto son expédition coloniale en Ukraine comme elle l'avait fait peu avant pour celle au Kazakhstan. Dans la « *Déclaration conjointe de la Fédération de Russie et la République populaire de Chine sur les relations internationales qui entrent dans une nouvelle ère et le développement durable mondial* » signée dans la capitale chinoise, le 4 février 2022, entre Vladimir Poutine et Xi Jinping, on lit : « *Les parties réaffirment que les nouvelles relations interétatiques entre la Russie et la Chine sont supérieures aux alliances politiques et militaires de l'époque de la guerre froide. L'amitié entre les deux États n'a pas de limites, il n'y a pas de domaines de coopération "interdits"* »...Traduction : l'alliance militaire entre ces deux pays est inscrite dans leurs plannings respectifs. Xi obtient l'adhésion anticipée de Poutine à son plan d'annexion de Taiwan : « *La partie russe réaffirme son soutien au principe d'une seule Chine, confirme que Taiwan est une partie inaliénable de la Chine et s'oppose à toute forme d'indépendance de Taiwan* ». Et Poutine reçoit son feu vert pour l'occupation de l'Ukraine : « *Les parties s'opposent à un nouvel élargissement de l'OTAN... La Russie et la Chine s'opposent aux tentatives des forces extérieures de saper la sécurité et la stabilité dans leurs régions adjacentes communes, ont l'intention de contrer l'ingérence des forces extérieures dans les affaires intérieures des pays souverains sous quelque prétexte que ce soit, s'opposent aux révolutions de couleur et renforceront la coopération dans les domaines susmentionnés.* »

7. Tout en annonçant son mantra de la non-ingérence dans les affaires de pays tiers, Pékin conteste le terme d'invasion pour qualifier l'agression à l'Ukraine et s'oppose à toute sanction économique à l'encontre de Moscou. La visite que Poutine a rendue à Xi, début février 2022, en marge des Jeux olympiques d'hiver a été marquée par la signature d'un contrat courant sur 25 ans pour la fourniture par Gazprom de 10 milliards de mètres cubes supplémentaires par an à la Chine, premier consommateur de gaz naturel au monde avec

331 milliards de mètres cubes par an. Ce contrat suit celui signé en 2014 qui portait sur 38 milliards de mètres cubes par an convoyés toujours par Gazprom via son gazoduc oriental Power of Siberia. Gazprom est actuellement le troisième fournisseur de gaz naturel à la Chine. Son objectif déclaré est de livrer à Pékin 50 milliards de mètres cubes par an. La Russie va également accroître considérablement ses livraisons de pétrole à Pékin. Rosneft s'est engagé à augmenter de 200 000 barils par jour – atteignant ainsi 1,2 million de barils par jour – les exportations d'or noir vers la Chine via le Kazakhstan. La Russie est le deuxième fournisseur de pétrole à la Chine, derrière l'Arabie saoudite. Outre ces solides raisons économiques, Pékin compte sur Moscou pour réaliser son plan d'annexion de Taiwan. Il n'en fallait pas davantage pour que la Chine lâche l'Ukraine à laquelle elle est pourtant liée par de solides relations commerciales. Les quelque 15 milliards de dollars par an de commerce bilatéral et la participation de Kiev, à l'initiative chinoise de la Nouvelle route de la soie, ne pèsent rien face aux raisons de la géostratégie et de l'accès aux sources russes de l'énergie et autres matières premières minérales. Pour autant, Xi ne veut pas montrer un alignement total sur Poutine dans la tentative de préserver des relations commerciales normalisées avec les pays de l'Union européenne, l'Allemagne en tête. La Chine est aussi très intéressée par l'adoption par l'Union européenne d'une politique étrangère bien distincte de celle des États-Unis car elle pourrait se révéler utile lors de la réalisation de son projet d'annexion de Taiwan.

8. Après cette courte et certes non exhaustive revue des forces en présence, il est évident que l'Ukraine n'a rien à attendre des « amis » occidentaux et de la « communauté internationale ». Les forces russes d'occupation ne seront pas arrêtées par l'OTAN et l'annexion de la partie orientale du pays est certaine. La diplomatie des baïonnettes et des sources d'énergie du boucher de Moscou marque un point important. La Chine consolide son alliance avec la Russie. L'épouvantail russe profite aussi aux États-Unis en voie de réorganisation de leur sphère planétaire d'influence. L'OTAN « re-

naît » et englobe indirectement la JEF, l'Europe de la défense est agonisante avant même d'exister et l'Union européenne est de plus en plus désunie. La tentation de stigmatiser uniquement Moscou est forte, après les récentes expéditions poutiniennes en Syrie, en Libye, en Afrique subsaharienne. L'agressivité russe est la conséquence de sa faiblesse persistante après l'écroulement de l'impérialisme stalinien, en 1991. Moscou n'a plus aucune possibilité de recréer un empire comparable à celui de Staline. Le développement capitaliste récent de ce pays est essentiellement fondé sur les exportations d'hydrocarbures et de matières premières minérales. Sa « puissance » géopolitique repose uniquement sur ses engagements militaires répétés et ses menaces réitérées de l'utilisation de l'arme nucléaire. L'expédition en Ukraine et le resserrement des liens diplomatiques et militaires avec la Chine s'expliquent de la sorte. Mais la Russie n'est pas le monstre guerrier qui menace un monde pacifié. La course à la guerre mondiale est déjà engagée par plusieurs pays capitalistes de premier rang, y compris ceux qui affichent un profil « pacifique ». Tout simplement, la Russie tire la première pour surmonter ses faiblesses structurelles. La guerre d'Ukraine n'a aucune « rationalité » économique immédiate. Elle est pourtant un produit direct quoique décalé dans le temps de l'effondrement de l'empire stalinien et de son système de domination politique et économique. Le déclasserment de la Russie, à un pays certes capable d'actions militaires coloniales mais de deuxième ordre au plan de l'accumulation de capital, est à la base des menées guerrières du régime moscovite.

9. Une fois tracé ce cadre, ce qui est central pour les communistes est que le prolétariat est soumis à un véritable bombardement de propagande patriotique belliqueuse. Une propagande qui, pour l'heure, renforce Poutine, crédité de 69 % d'opinions positives par un sondage de l'institut indépendant Levada Center, publié le 18 février, juste avant l'expédition ukrainienne. Dans le même ordre d'idées, selon la dernière étude de l'institut de sondage VtsIOM, 73 % des Russes soutiennent la décision de Vladimir Poutine de reconnaître

l'indépendance des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk. De son côté, l'exécutif de Kiev a acquis ses lettres de noblesse en appelant la population à s'armer et à résister. Juste avant la guerre, Volodymyr Zelensky ne recevait que 25 % d'opinions favorables de la part des Ukrainiens interrogés, entre le 5 et le 13 février 2022, par l'Institut international de sociologie de Kiev, talonné (22 %) par son prédécesseur, le magnat du chocolat Petro Poroshenko. Ce dernier avait signé en 2014 le protocole de Minsk avec la Russie et ses marionnettes de Donetsk et Lougansk reconnaissant l'« autonomie locale » de ces deux provinces orientales occupées par des mercenaires poutiniens.

10. Plus globalement, la guerre et la Patrie avaient déjà été agitées, il y a peu à propos de la « lutte contre la pandémie »<sup>4</sup>, après celle contre le terrorisme. Appelés à se ranger aux côtés de leurs propres classes dominantes nationales, les sans réserves sont sommés de se dissoudre dans l'unité nationale et, demain, d'aller crever, au front ou pas, sous les bombardements. La population ukrainienne goûte déjà à cela ; à l'image des populations des nombreux pays en guerre civile, en Afrique, au Moyen et en Extrême-Orient. La population biélorusse subit désormais l'occupation durable de l'armée noire de Poutine. Celle du Kazakhstan vit dans la crainte que les colonnes blindées du dictateur de Moscou reviennent prêter main forte aux forces de répression locales. Les populations du Sahel font les frais des guerres asymétriques déclenchées par les Islamistes et les puissances européennes, France avant tout. Et la liste est encore longue. Pendant ce temps, les prolétaires du monde qui ne vivent pas directement la guerre, font les frais de l'envolée des prix de l'énergie et des céréales. Il est important de rappeler que l'Ukraine représente à elle seule 13 % des exportations mondiales de blé.

11. Définir la politique prolétarienne dans un contexte si défavorable à la lutte de classes

---

<sup>4</sup> Voir : « Dynamiques du capitalisme d'État, de la compétition impérialiste et de la condition ouvrière après la crise sanitaire » Brochure n°7, in : [http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Booklets/BR7\\_Economie%20et%20CovidFRsite.pdf](http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Booklets/BR7_Economie%20et%20CovidFRsite.pdf)

qu'est la guerre, est une tâche compliquée. Pourtant, il faut que les communistes se préparent dès aujourd'hui à alimenter la discussion sur ce thème parmi les éléments avancés de la classe exploitée. Nos positions sont connues. Les ouvriers n'ont pas de patrie ; ils ne défendent pas les frontières quelles qu'elles soient ; ils combattent en premier chef leur propre bourgeoisie et toutes politiques impérialistes et colonialistes d'annexion. Les ouvriers œuvrent pour la fraternisation entre prolétaires en uniforme des camps qui s'affrontent en vue de la transformation des guerres impérialistes en guerres de classe. Ces points cardinaux de la politique révolutionnaire ont été élaborés et poursuivis avec détermination par le mouvement ouvrier indépendant depuis son apparition. *Mouvement communiste* y adhère sans réserve. Dans la situation concrète de la guerre actuelle en Ukraine ceci renvoie à plusieurs considérations :

**11.1)** Le combat contre la guerre n'est pas un combat pour la paix du capital. Si leur apparition n'est pas négative en soi, les mouvements pacifistes poursuivent des objectifs de défense de l'ordre précédent le conflit. Ces objectifs ne sont pas compatibles avec ceux d'une classe internationale sans patrie dont l'aspiration est de balayer le monde du capital avec toutes ses frontières. Il ne faut cependant pas renvoyer dos à dos fauteurs de guerre et pacifistes. « *Les socialistes ont toujours condamné les guerres entre peuples comme une entreprise barbare et bestiale. Mais notre attitude à l'égard de la guerre est foncièrement différente de celle des pacifistes (partisans et propagandistes de la paix) bourgeois et des anarchistes. Nous nous distinguons des premiers en ce sens que nous comprenons le lien inévitable qui rattache les guerres à la lutte des classes à l'intérieur du pays, que nous comprenons qu'il est impossible de supprimer les guerres sans supprimer les classes et sans instaurer le socialisme ; et aussi en ce sens que nous reconnaissons parfaitement la légitimité, le caractère progressiste et la nécessité des guerres civiles, c'est à dire des guerres de la classe opprimée contre celle qui l'opprime, des esclaves contre les propriétaires d'esclaves, des paysans serfs contre les seigneurs terriens, des ouvriers salariés contre la bourgeoisie. ... Le marxisme n'est pas le pacifisme. Lutter pour la cessation la plus rapide de la guerre est chose indispensable. Mais c'est seulement lorsqu'on appelle à la*

*lutte révolutionnaire que la revendication de la "paix" prend un sens prolétarien. Sans une série de révolutions, la paix dite démocratique est une utopie petite bourgeoise* », écrivait Lénine en 1915 dans « *Le socialisme et la guerre*<sup>5</sup> ». Et encore: « *Le point de vue petit-bourgeois diffère du point de vue bourgeois (justification explicite de la guerre, «défense de la patrie» hautement déclarée, en d'autres termes défense des "intérêts" des capitalistes de son propre pays, défense de leur "droit" aux annexions) en ce sens que le petit bourgeois "désavoue" les annexions, "condamne" l'impérialisme, "exige" de la bourgeoisie qu'elle cesse d'être impérialiste, tout en demeurant dans le cadre des relations universelles de l'impérialisme et du régime économique capitaliste. Le petit bourgeois, qui s'en tient à ce verbiage creux, inoffensif et débonnaire, ne fait en réalité que se traîner, impuissant, à la remorque de la bourgeoisie, "sympathisant" en paroles et sur certains points avec le prolétariat, mais restant en fait dans la dépendance de la bourgeoisie, ne sachant pas ou ne voulant pas comprendre quelle est la voie qui mène à l'abolition du joug capitaliste et peut seule affranchir l'humanité de l'impérialisme* », martèle Lénine en avril 1917 dans un article écrit pour la Pravda intitulé « *A la manière de Louis Blanc*<sup>6</sup> ». La critique ouvrière du pacifisme bourgeois revient à contester, preuves à l'appui, l'illusion d'une paix universelle des marchés et des marchandises. Cette critique doit être portée par les révolutionnaires au sein des mouvements pacifistes. « *L'état d'esprit des masses en faveur de la paix exprime souvent le début d'une protestation, d'une révolte et d'une prise de conscience du caractère réactionnaire de la guerre. Tirer profit de cet état d'esprit est le devoir de tous les social-démocrates. Ils participeront très activement à tout mouvement et à toute manifestation sur ce terrain, mais ils ne tromperont pas le peuple en laissant croire qu'en l'absence d'un mouvement révolutionnaire, il est possible de parvenir à une paix sans annexions, sans oppression des nations, sans pillage, sans que subsiste le germe de nouvelles guerres entre les gouvernements actuels et les classes actuellement dirigeantes* », précise Lénine dans le texte sus-cité. La rationalité des échanges de marchandises, de la dictature du

5

<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/08/vil19150800.htm>

6

<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/04/vil19170408b.htm>

capital, n'est pas un antidote à la guerre qui est au contraire la poursuite sur le terrain des armes de la compétition entre capitaux individuels, entre États les représentant.

Les prolétaires conscients n'ont rien à faire des frontières, fonctionnelles aux sociétés divisées en classes dominantes et classes opprimées et exploitées. Pas question donc de défendre tel ou tel tracé de frontière. Pas question non plus de défendre les nations ou les cultures opprimées.

**11.2)** Pourtant, la lutte contre les annexions est le corollaire indissociable de toute action prolétarienne contre la guerre. L'oppression de populations par des puissances occupantes nuit à l'éclosion de la lutte de classes car elle contribue grandement à l'unité politique entre exploités et bourgeois appartenant aux populations soumises aux occupations militaires étrangères. L'unité nationale se traduit toujours par l'hostilité des sans réserves embrigadés envers les prolétaires du pays occupant. « *Pour être en mesure d'accomplir la révolution socialiste et de renverser la bourgeoisie, les ouvriers doivent s'unir étroitement, et la lutte pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire la lutte contre les annexions, favorise cette étroite union* », résumait Lénine dans son « *Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*<sup>7</sup> » de 1916. L'union des prolétaires des deux camps est la condition indispensable de la lutte contre les annexions. Pour ce faire, les ouvriers du pays occupant ont le devoir de tendre les premiers la main à leurs frères de classe du pays, du territoire occupé.

Analysant l'occupation britannique de l'Irlande, Karl Marx écrivait : « *L'antagonisme entre les ouvriers anglais et irlandais a toujours été l'un des moyens les plus puissants pour maintenir la domination de classe en Angleterre. ... Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, malgré son organisation ... La principale raison d'être de l'Association internationale des travailleurs est de hâter le déclenchement de la révolution sociale en Angleterre. La seule façon d'accélérer ce processus, c'est de rendre l'Irlande indépendante* » « *Lettre à Sigfrid Meyer et*

7

<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/07/19160700.htm>

*August Vogt* », 9 avril 1870<sup>8</sup>. Le raisonnement de Karl Marx appliqué à la guerre d'Ukraine implique donc que les prolétaires en Russie et en Ukraine combattent ensemble la guerre impérialiste et l'occupation de l'Ukraine ainsi que leurs classes dominantes respectives, seules responsables des souffrances des classes subalternes. Pour ce faire, le prolétariat doit employer ses armes les plus efficaces : la grève, le sabotage, les insurrections et les réappropriations.

**11.3)** La consigne de la fraternisation entre prolétaires en uniforme des deux fronts est impossible dans les conditions du conflit en Ukraine. Les troupes déployées par Poutine sont composées des corps les plus fidèles au régime. Soldats professionnels agissant en unités de combat de petite taille (800 soldats par bataillon tactique), entraînées aux incursions rapides et en profondeur au-delà des lignes de défense ennemies, mercenaires du groupe « privé » Wagner, emploi massif de matériels militaires qui évitent les combats rapprochés, bombardements aériens et navals sont autant de caractéristiques de l'offensive militaire russe. Le Kremlin veut, par-là, éviter à tout prix que ses forces engagées soient entraînées dans une guerre longue. L'appel à la militarisation de la population de l'exécutif de Kiev mise sur la capacité des Ukrainiens de « fixer » les troupes d'occupation par des harcèlements incessants. La démonstration de force russe ne vise pas une occupation durable de l'Ukraine. Elle poursuit l'extension de ses protectorats des régions orientales ainsi que l'« assouplissement », voire la chute du gouvernement de Kiev pour empêcher l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Quelque 200 000 hommes, même bien armés et entraînés, ont peu de chances de mettre en coupe réglée un pays de plus de 600 000 kilomètres carrés et de plus de 42 millions d'habitants. En grande synthèse, la guerre asymétrique est la seule voie que le gouvernement ukrainien peut recourir, à la condition que la population fasse bloc derrière l'État et accepte de mourir pour la patrie.

8

[https://www.marxists.org/archive/marx/works/1870/letters/70\\_04\\_09.htm](https://www.marxists.org/archive/marx/works/1870/letters/70_04_09.htm)

Les très florissantes milices nazies ukrainiennes partagent cette perspective et se montrent décidées à prendre la direction des opérations sur le terrain comme elles l'avaient fait, en 2014, au moment des coups de main des mercenaires russes à Lougansk et à Donetsk. Il est évident que le prolétariat en Ukraine n'a rien à partager avec ce combat patriotique dont les tenants sont du même acabit que ceux de Poutine. En revanche, il n'est pas complètement à exclure que des secteurs de la classe exploitée et des héritiers du mouvement démocratique de la place Maïdan de 2013, tentent d'organiser une résistance, armée ou pas, à l'invasion en rupture avec l'État ukrainien et avec ses milices nazies. Cette perspective est hautement improbable mais elle est la seule qui pourrait modifier radicalement la situation car elle frapperait un coup terrible à l'État ukrainien, affaiblirait sensiblement le régime moscovite et renforcerait l'opposition du prolétariat à la guerre, en Russie. La déstabilisation qui en suivrait en Ukraine et en Russie dresserait le cadre le plus propice à l'essor de luttes ouvrières indépendantes et enverrait un message audible d'autonomie politique de classe aux millions de travailleurs ukrainiens émigrés en Europe et en Russie ainsi que, plus largement, au prolétariat mondial. Mais, pour ce faire, comme le rappelait Lénine, les prolétaires doivent manier les armes légales et illégales :

« Sans renoncer en aucun cas et sous aucun prétexte à, utiliser la plus minime possibilité légale pour organiser les masses et propager le socialisme, les partis social-démocrates doivent rompre avec toute attitude servile devant la légalité. "Tirez les premiers, messieurs les bourgeois", écrivait Engels, en faisant précisément allusion à la guerre civile et à la nécessité pour nous de violer la légalité après que celle-ci l'aura été par la bourgeoisie. La crise a montré que la bourgeoisie enfreint la légalité dans tous les pays même les plus libres, et qu'il est impossible de conduire les masses à la révolution sans constituer une organisation clandestine pour préconiser, discuter, apprécier et préparer les moyens de lutte révolutionnaires. » Lénine, *Le socialisme et la guerre*, 1915<sup>9</sup>.

Bruxelles, Paris, Prague, 27 février 2022

Bréviaire de léninisme d'un historien néo-phite<sup>10</sup> :

« Après la révolution d'octobre 1917 et la guerre civile qui a suivi, les bolcheviks ont commencé à construire un nouvel État et il y a eu pas mal de désaccords entre eux. Staline, qui cumule, en 1922, les fonctions de secrétaire général du Comité central du PCR(b) et de commissaire du peuple pour les nationalités, propose de construire le pays sur les principes de l'autonomisation, c'est-à-dire de donner aux républiques - les futures unités administratives-territoriales - de larges pouvoirs au fur et à mesure de leur adhésion à l'État unifié. Lénine critique ce plan et propose de faire des concessions aux nationalistes, comme il les appelle à l'époque - les "indépendants". Ce sont les idées de Lénine sur une structure étatique essentiellement confédérative et sur le droit des nations à l'autodétermination jusqu'à la sécession qui ont constitué le fondement de l'État soviétique : d'abord en 1922, elles ont été consacrées dans la Déclaration sur l'Union des républiques socialistes soviétiques, puis, après la mort de Lénine, dans la Constitution de l'URSS de 1924... La politique bolchevique a abouti à l'émergence de l'Ukraine soviétique, qui, même aujourd'hui, peut être appelée à juste titre "Ukraine de Vladimir Lénine". Il en est l'auteur et l'architecte. Cela est pleinement confirmé par les documents d'archives, y compris les directives sévères de Lénine sur le Donbass, qui a été littéralement comprimé en Ukraine. ... Je répète qu'en 1922, l'URSS a été créée sur le territoire de l'ancien Empire russe... L'Ukraine moderne a été entièrement créée par la Russie, ou plus précisément, par la Russie bolchevique et communiste. Le processus a commencé presque immédiatement après la révolution de 1917, et Lénine et ses compagnons d'armes l'ont fait d'une manière très grossière à la Russie elle-même - par la sécession, en arrachant des parties de ses propres territoires historiques. Personne, bien sûr, n'a demandé quoi que ce soit aux millions de personnes qui y vivaient. »

<sup>9</sup> *Ibidem* Op.cit.

<sup>10</sup> Vladimir Poutine sur la naissance de l'Ukraine moderne (discours du 22 février 2022)